



Accusé de réception en préfecture
077-217703792-20220307-approb-plu3-AI
Date de télétransmission : 08/03/2022
Date de réception préfecture : 08/03/2022

**Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale de la
modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme de
Provins (77)
après examen au cas par cas**

**n°MRAe IDF-2021-6629
du 12/11/2021**

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Accusé de réception en préfecture
077-217703792-20220307-approb-plu3-AI
Date de télétransmission : 08/03/2022
Date de réception préfecture : 08/03/2022

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020, du 11 mars 2021, du 15 juin 2021 et du 19 juillet 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu la délibération du 17 décembre 2020 régissant le recours à la délégation en application de l'article 7 du règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France abrogeant la décision du 27 août 2020 ;

Vu la délibération de la MRAe d'Île-de-France du 8 septembre 2021 désignant les membres bénéficiaires des délégations prévues dans la délibération précitée ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Provins approuvé le 25 avril 2013 ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification simplifiée n° 3 du PLU de Provins, reçue complète le 16 septembre 2021 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France ;

Vu la délégation de compétence donnée par la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à son président lors de sa séance du 22 septembre 2021, pour décider de la suite à donner à la présente demande ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France menée par son président le 7 novembre 2021 ;

Considérant que la procédure de modification simplifiée n° 3, telle que présentée dans le dossier de saisine¹ a pour objet de :

- modifier le règlement de la zone à urbaniser 1AUX afin de préciser les règles relatives aux aires de stationnement pour les constructions d'entrepôts ;

1 Fichier intitulé « Modif PLU 13.09.2021 – pour avis MRAE »

- modifier les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n° 1 du « secteur du Petit Fleigny/Coudoux » afin d'adapter la desserte et la forme urbaine programmée aux conditions de fort dénivelé et aux contraintes techniques qui en résultent, et modifier le règlement de la zone à urbaniser 1Aub en conséquence ;
- reclasser en zone urbanisée Uac environ 1 180 m² de la parcelle n° 169 située au sein du « secteur du Petit Fleigny/Coudoux » et classée en zone à urbaniser 1Aub dans le PLU de Provins en vigueur, en faveur de la cohérence avec l'OAP n° 1.

Accusé de réception en préfecture
077-217703792-20220307-approb-plu3-AJ
Date de réception préfecture : 08/03/2022
Date de réception préfecture : 08/03/2022

Considérant que ces adaptations sont d'ampleur limitée et qu'elles n'ont pas d'incidence sur les zones sensibles à préserver ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification simplifiée du PLU de Provins n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1er :

La modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de Provins *telle que présentée dans le dossier transmis à la MRAe* n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification simplifiée du PLU de Provins peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée du PLU de Provins est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 12 novembre 2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
Le président,


Philippe Schmit

Accusé de réception en préfecture
077-217703792-20220307-approb-plu3-AI
Date de télétransmission : 08/03/2022
Date de réception préfecture : 08/03/2022

Voies et délais de recours :

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé par voie postale à :

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale
DRIEAT d'Île-de-France
Service connaissance et développement durable
Département évaluation environnementale
12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

par voie électronique à l'adresse suivante : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

- Monsieur le président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, (voir supra).

Où adresser votre recours contentieux ?

- Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative)